

Tribune

« **C'est aux Haïtiens qu'Oxfam doit rendre compte** » - **Le fonctionnement autocentré du système humanitaire**

jeudi 8 mars 2018, par [THOMAS Frédéric](#) (Date de rédaction antérieure : 17 février 2018).

L'ONG, dont des salariés ont eu recours à des prostituées à Haïti, se défend face à la communauté internationale et confirme, ce faisant, qu'elle se sent au-dessus des lois locales, déplore le politologue Frédéric Thomas dans une tribune au « Monde ».

Sommaire

- [Fonctionnement autocentré \(...\)](#)
- [Inégalités de rapports de \(...\)](#)

L'attitude d'une dizaine de membres d'Oxfam Grande-Bretagne, accusés d'avoir eu recours à des prostituées en Haïti, en 2011, n'est représentative ni de l'organisation elle-même, ni des acteurs humanitaires, en général. Elle ne peut toutefois s'apparenter à un simple accident ou à un dysfonctionnement ; encore moins à un cas isolé. Des cas similaires dans d'autres pays (Liberia, Tchad, Soudan du Sud...), attribuables à d'autres organisations non gouvernementales (ONG), apparaissent de plus en plus au grand jour.

S'il convient de ne pas céder au réflexe d'autodéfense « corporatiste » du secteur, il faut aussi et surtout dénoncer le lynchage précipité et injuste d'Oxfam. Celui-ci, instrumentalisé par ceux qui veulent couper les budgets « inutiles » de la coopération au développement, vise en réalité la solidarité Nord-Sud et la critique politique des inégalités. Le scandale s'inscrit dans le contexte actuel de dénonciation des agressions sexuelles envers les femmes à la suite de l'affaire Weinstein mais il constitue également un révélateur de la place qu'occupe l'humanitaire aujourd'hui et de son fonctionnement.

Découvrir que des humanitaires, au lendemain du séisme du 12 janvier 2010, dans un pays dévasté où vit une population en détresse, se sont « offert » des prostituées (dont certaines pourraient être mineures) lors de soirées, payées indirectement par l'argent récolté au nom de la solidarité avec le peuple haïtien, s'apparente à une chute. Et une chute d'autant plus grande que l'aura qui entoure l'aide humanitaire, du moins dans le monde occidental, est puissante.

Fonctionnement autocentré du système humanitaire

Mais cette aura n'est que l'envers du désenchantement du politique et de notre paresse intellectuelle et affective. Investi de toutes les vertus, l'humanitaire doit nous laver des complications politiques et de notre impuissance. On juge de son efficacité et de sa légitimité sur la base de son propre discours d'autolégitimation et au prisme de notre (bonne) volonté de faire le

bien. Et ceux-ci font écran à toute analyse critique, à tout questionnement. C'est cet écran que le scandale Oxfam est venu briser, en obligeant chacun et chacune à reconsidérer l'aide au miroir des inégalités.

L'indignation morale actuelle reproduit paradoxalement le fonctionnement autocentré du système humanitaire. Nos si beaux idéaux salis, on se sent trahis. Et de demander des comptes. Soit. Mais c'est d'abord et avant tout aux Haïtiens et Haïtiennes, aux Tchadiens et Tchadiennes, à tous les autres, qu'Oxfam doit rendre compte, et ce y compris devant les tribunaux de ces pays s'il s'avère qu'il y a eu violation des lois en vigueur dans ces pays.

On s'interroge beaucoup sur les retombées du scandale sur le milieu humanitaire. Aucun média, semble-t-il, ne s'intéresse à ce qu'en pensent les Haïtiens eux-mêmes ; une nouvelle fois cantonnés, comme en 2010, au rôle de victimes passives et muettes.

Que tout cela puisse se régler par une enquête interne, quelques renvois pour des « écarts de conduite » (permettant aux employés mis en cause de poursuivre ailleurs, dans d'autres ONG, leurs agissements), en ignorant superbement la justice haïtienne, met en évidence une culture de l'impunité et un haut degré de tolérance. Cela montre également l'incohérence d'acteurs humanitaires qui ne cessent d'en appeler au renforcement de l'Etat et des institutions haïtiennes, tout en les contournant et en les affaiblissant par leur fonctionnement même.

Inégalités de rapports de pouvoir

Révéléateur, ce scandale l'est plus que tout en ce qu'il met en évidence les inégalités et les rapports de pouvoir au cœur du fonctionnement humanitaire. Jaloux de leur indépendance, obsédés par le pouvoir que les Etats peuvent exercer sur eux, les acteurs humanitaires sont par contre avantageusement aveugles à leur propre pouvoir, ainsi qu'à la manière dont ils l'exercent envers des Etats du Sud disposant souvent de moins de moyens qu'eux, et plus encore envers les populations de ces pays. Et ce pouvoir est d'autant plus imposant qu'il est occulté au nom de l'urgence et d'une action neutre et apolitique.

LES SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE ET DE POUVOIR PLACENT LES HUMANITAIRES, PRESQUE « NATURELLEMENT », AU-DESSUS DE L'ETAT ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Bien sûr, le recours à de jeunes femmes noires et pauvres dans des orgies, donne à voir ces rapports de pouvoir jusqu'à la caricature. Pour autant, ils ne s'y réduisent pas. Du fait de son terrain d'opération et de ses caractéristiques mêmes, ils imprègnent en réalité toute l'architecture de l'aide humanitaire. Celle-ci se déploie, en effet, le plus souvent dans des pays, comme Haïti et le Tchad, marqués par la pauvreté, les inégalités et la dépendance de l'Etat. Or, loin d'y échapper, elle tend à se baser sur ces inégalités et à les reproduire.

Leurs 4 x 4, leurs salaires, leurs primes, leurs moyens et leur accès aux financements, aux médias et aux décideurs, sont autant de signes extérieurs de richesse et de pouvoir, qui placent les humanitaires, presque « naturellement », au-dessus de l'Etat et de la société civile, des fonctionnaires aux salaires (lorsqu'ils sont payés) dérisoires et des acteurs locaux dont l'expérience et l'expertise sont ignorées, sinon méprisées, et dont, de toute façon, on se méfie toujours.

Ce scandale est donc un marqueur du pouvoir et des inégalités qui structurent toute la chaîne de l'aide humanitaire internationale, et qui permettent de tels abus. Y remédier suppose plus et autre chose que des comités de vigilance et des codes de bonne conduite. Il oblige à repenser radicalement le fonctionnement de l'aide, à renverser cette relation asymétrique et à en finir avec la

dépossession des pouvoirs et de la parole des « bénéficiaires ».

Frédéric Thomas (Politologue, chargé d'étude au Cetri (Centre tricontinental d'études sur le développement et les rapports Nord-Sud), à Louvain-la-Neuve.

P.-S.

* LE MONDE | 17.02.2018 à 05h00 • Mis à jour le 17.02.2018 à 10h23 :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2018/02/17/c-est-aux-haitiens-qu-oxfam-doit-rendre-compte_5258297_3232.html